## Bohr Annette, *Uzbekistan : Politics and Foreign Policy*

Londres, The Royal Institute of International Affairs, 1998 (Central Asian and Caucasian Prospects). 25 × 17,5 cm, 69 p., cartes, tab., bibliographie.

Depuis près d'une décennie, le Royal Institute of International Affairs propose, à travers ses collections « Former Soviet South Project » et « Central Asian and Caucasian Prospects », une série de courtes monographies sur l'Asie centrale et le Caucase post-soviétique, axées pour l'essentiel sur les relations internationales. Ces travaux mettent à la disposition du public occidental des études synthétiques, par des spécialistes ayant accès aux sources primaires et au terrain, sur l'évolution politique et économique des États nouvellement indépendants de ces régions, en particulier sous le rapport de leurs relations diplomatiques et commerciales avec la Russie, les puissances occidentales et les pays du Moyen-Orient.

Le présent opuscule, que l'on doit à une spécialiste bien informée de la situation interne de l'Ouzbékistan, s'ouvre sur une analyse des effets de la politique répressive du régime Karimov sur la politisation de l'islam ouzbek, tout mettant en relief la faiblesse relative de cet islam politique, cantonné dans la vallée de Ferghana, face aux structures de l'État ouzbek. L'auteur fait ensuite le tour des facteurs socio-économiques de troubles politiques potentiels en Ouzbékistan : déclin du niveau de vie ; compétition entre groupes rivaux de plus en plus structurés en factions politiques pour les maigres richesses dégagées par une « privatisation » qui fut particulièrement opaque ; pression démographique ; et une différenciation sociale qui tend à épouser une ligne de clivage villes-campagnes (un cocktail que l'on trouve à l'origine de plusieurs des conflits ouverts qui ont marqué la décennie en Asie centrale, à commencer par la guerre civile du Tadjikistan).

Au plan international, l'auteur rappelle comment les efforts de désenclavement économique et politique de l'Ouzbékistan se sont heurtés, depuis le milieu des années 1990, à la volonté affichée par Moscou d'exercer un contrôle militaire sur toute la frontière méridionale de la CEI (y compris la frontière ouzbéco-afghane). Craignant que la CEI ne se transforme en instrument de contrôle de la Russie sur son ancienne périphérie centrasiatique, l'Ouzbékistan s'est efforcé, dès le lendemain de son indépendance, d'apparaître comme le principal acteur politique en Asie centrale, en favorisant l'intégration économique de la région et en contribuant à la résolution des conflits locaux (comme on a pu le voir dans le cas du Tadjikistan, du moins jusqu'à la réintégration des islamistes dans la coalition au pouvoir à Douchanbeh, en 1997, avec l'aval de Moscou et de Téhéran). C'est parallèlement vers les États-Unis que l'Ouzbékistan s'est tourné, à partir du milieu des années 1990, pour trouver l'appui d'une superpuissance contre l'axe Moscou-Téhéran qui s'est alors esquissé.

Dans un contexte qui reste marqué par de nombreux défis internes et externes, l'auteur déplore le refus du régime Karimov de ménager un début d'espace public. Interdite d'expression, la protestation politique a déjà commencé à prendre, sous la forme de révoltes locales, des formes violentes. Ceci fait peser, sur l'ensemble de la région, un danger d'autant plus sensible que le régime Karimov fait reposer l'essentiel de sa légitimité sur la préservation d'une sacrosainte stabilité. D'où l'insistance de l'auteur sur la nécessité de réformes pour préserver cette stabilité sur le plus long terme. Son étude d'ensemble nous offre, sous une forme condensée, un tableau complet de la situation politique de l'Ouzbékistan à une étape charnière de la construction de son indépendance.

*Stéphane A. Dudoignon*
*CNRS*



BCAI 17 (2001) Bohr Annette : Uzbekistan: Politics and Foreign Policy, recensé par Stéphane A. Dudoignon
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net